

Solidaires en action N° 89

Le 21 décembre 2012

SMIC : encore un cadeau du gouvernement au patronat !

Après un coup de pouce dérisoire au SMIC en juillet de 0,6 % (hors inflation), soit 6,45 euros par mois, le gouvernement limite cette fois-ci la revalorisation automatique du salaire minimum de 0,3 %, soit environ 5 euros bruts par mois pour un temps plein. Prétextant un taux d'inflation annuelle de 1,4 %, le gouvernement ne juge pas utile de lui redonner un nouveau coup de pouce alors que les mesures fiscales comme le gel du barème de l'Impôt sur le revenu, l'augmentation de la TVA et du prix du gaz, grèvent le pouvoir d'achat des personnes les plus modestes, et notamment les 3 millions de smicard-es. En revanche, les rémunérations des patrons du CAC 40 ont progressé de 4 % pour atteindre en moyenne 4,2 millions d'euros et jusqu'à 19 millions pour le PDG de Publicis. Décidément le gouvernement Hollande /Ayrault a une idée particulière de la justice sociale.

Plus inquiétant encore, le gouvernement veut modifier les règles de revalorisation du SMIC. Un groupe « d'experts », dont certains sont proches de F. Hollande, est chargé d'un rapport censé donner des recommandations au gouvernement. **L'objectif est de revoir à la baisse les modalités d'indexation du SMIC.** Parmi les pistes envisagées, il y a la régionalisation du SMIC (selon les niveaux de prix) ou encore un SMIC jeunes, voire la suppression pure et simple du SMIC. Au vu des derniers cadeaux fiscaux aux entreprises (20 milliards de crédit d'impôt), on ne peut qu'être inquiet.



www.solidaires.org/article43091.html

L'Union syndicale Solidaires revendique un autre partage des richesses avec notamment un SMIC à 1700 euros, le partage de la valeur ajoutée en faveur des salaires et non des profits, un revenu maximal autorisé pour une échelle des salaires redistributive, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Fonction publique : journée d'action unitaire le 31 janvier

CGT, FSU, Solidaires, de la Fonction publique ont fait le point sur l'agenda social et les discussions en cours.

- Si, ensemble, elles se félicitent que la Ministre souligne son attachement à la Fonction publique, à ses valeurs de progrès social, au rôle de ses personnels
- Si elles notent des améliorations dans la qualité du dialogue social
- Si elles estiment positives quelques mesures déjà prises comme, par exemple, l'abrogation du décret sur la réorientation professionnelle

Elles considèrent que sur les enjeux essentiels, aucun début de réponse satisfaisante n'est au rendez-vous. C'est inacceptable.

- **Sur l'emploi**, les créations – qui vont dans le bon sens – dans certains secteurs ne sauraient masquer les suppressions qui continuent dans d'autres et la situation alarmante de pans entiers de la Fonction publique.
- **Sur les salaires et le pouvoir d'achat**, alors que les bas salaires se multiplient (plus d'1 million d'agents aux environs du SMIC), que les déroulements de carrière sont souvent inexistantes, que les qualifications ne sont plus reconnues, aucune mesure générale n'est envisagée et, en particulier, la valeur du point est toujours gelée.
- **Le jour de carence**, mesure inique et inefficace, condamnée par tous les syndicats et le mouvement mutualiste, rejetée par la majorité actuelle lorsqu'elle a été mise en place, n'est toujours pas abrogé.

Il est urgent et indispensable de changer de cap ! La crise ne peut pas servir de prétexte pour ne pas répondre aux légitimes revendications des agents publics. A l'évidence, seule l'intervention des personnels permettra d'obtenir les avancées indispensables sur ces questions majeures. **C'est pourquoi, les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, ont décidé d'une première étape unitaire de mobilisation dans la Fonction publique. Elles appellent à faire du jeudi 31 janvier une journée nationale d'action.** Pour notamment :

- Un moratoire immédiat sur les suppressions d'emplois, et des créations partout où cela est nécessaire.
- Conforter et développer la Fonction publique et les services publics.
- Une augmentation urgente de la valeur du point d'indice.
- L'abrogation du jour de carence.

Elles appellent leurs organisations à préparer ensemble la mobilisation la plus large possible construite selon des modalités décidées avec les agents (grève, manifestations, rassemblements,...). Une nouvelle réunion unitaire est prévue au niveau national le 9 janvier prochain. Cet appel constitue une base qui, à cette occasion, pourra permettre un élargissement éventuel à d'autres organisations.

Pompiers : une « réforme » toujours contestée !



Le 10 décembre, 200 pompiers du Gard accompagnaient leurs représentants au comité technique paritaire qui se tenait au Service Départemental d'Incendie et de Secours de Saint-Césaire. Celui-ci devait statuer sur la « réforme », concoctée par le précédent gouvernement et vivement combattue par les pompiers. **Mobilité imposée, avancement plus lent, pertes de salaire, sont parmi les conséquences de cette « réforme ».** Voilà qui justifie amplement les multiples actions menées à travers toute la France. Quelques jours plus tôt, c'est dans l'Allier que les pompiers manifestaient, avec SUD SDIS, contre les suppressions d'emplois prévus à compter de janvier 2013.

18 décembre, journée internationale des migrant-es

Le gouvernement Hollande, avec son premier flic de France M. Valls, poursuit sur le fond la même politique que le gouvernement précédent. De l'expulsion des Roms aux critères arbitraires de régularisation en passant par les tergiversations sur le droit de vote des étrangers, ce gouvernement cède aux pressions idéologiques de la droite et de l'extrême droite.

Cette politique s'inscrit dans la défense d'une Europe forteresse qui conduit chaque jour à la mort des milliers de migrants-es. Entre 1988 et 2012, 13 000 personnes sont mortes noyées en Méditerranée. Après des siècles de pillage colonial, les pays occidentaux bafouent les droits élémentaires de libre circulation et d'installation des personnes qui fuient la misère, la guerre, les violences. Ce monde là n'est pas le nôtre ! La richesse de l'humanité c'est sa diversité !

- Liberté de circulation et d'installation des migrants-es.
- Égalité de tous les droits, sociaux et civiques.
- Respect des conventions internationales pour les migrants-es et leur famille.
- Arrêt des expulsions et fermeture des centres de rétention.
- Régularisation de tous les sans papiers et carte unique de 10 ans de plein droit.

L'union syndicale Solidaires, avec l'ensemble des organisations et associations de défense des droits des étranger-es, appelle à la manifestation du 18 décembre pour l'égalité des droits et une Europe solidaire.

Arcelor Mittal : soutenons les salarié-es en lutte !



Depuis l'OPA de Mittal en 2006 sur le groupe Arcelor, soutenu par les financiers de Goldman

Sachs, le seul objectif de la famille Mittal est, là comme ailleurs, de dégager des profits et d'augmenter les dividendes. C'est le grand Monopole capitaliste avec des rachats de mines de charbon et de minerai de fer. L'endettement monstre qui aboutit aux dégâts sociaux n'a pas empêché Mittal de verser 2,3 milliards de dividendes en 2011 dont 943 millions à sa propre famille ! Les impôts du Groupe, grâce au paradis fiscal du Luxembourg, sont, eux, à peine de 90 millions d'euros !

Patrons et actionnaires sacrifient aujourd'hui les salarié-es du Groupe ainsi que celles et ceux des sous traitants ; le gouvernement, lui, veut faire croire qu'il a sauvé les emplois et que l'accord passé avec Mittal (en partie dénoncé par celui dès le lendemain !) va permettre une relance de l'activité. Les déclarations de Montebourg sur la nationalisation transitoire et l'existence d'un repreneur, n'étaient que des déclarations. **Le gouvernement plie au prédateur Mittal.**

Nous appelons à signer et faire signer la pétition des salarié-es de Florange : <http://sauvonsflorange.wesign.it/fr>

Le 24 février 2012 en pleine campagne présidentielle, le candidat François Hollande effectuait une visite surprise à Florange et déclarait être « prêt à déposer une proposition de loi » obligeant à céder des unités de production à des repreneurs. « *Quand une grande firme ne veut plus d'une unité de production et ne veut pas non plus la céder* », il faut qu'elle en ait « *l'obligation pour que les repreneurs viennent et puissent donner de l'activité supplémentaire* ». **Aujourd'hui les salarié-es et leurs familles attendent la nationalisation du site de Florange afin de pouvoir maintenir leurs emplois.**

« *Je viens devant vous prendre des engagements [...] Je ne veux pas me retrouver dans la situation d'être élu un jour sur une promesse et ensuite de ne pas revenir parce qu'elle n'aurait pas été tenue* ». **Or, 9 mois plus tard, la promesse n'est pas encore honorée.** De plus, le Premier Ministre Jean-Marc Ayrault, alors conseiller spécial de François Hollande, s'est engagé mardi 24 avril à faire voter par « *la future majorité parlementaire de gauche* » une loi obligeant les groupes industriels à céder les usines « *rentables* » qu'elles voudraient fermer en France sans pour autant accepter de les vendre.

Il y a urgence. Après 18 mois de lutte nous attendons que Monsieur le Président tienne sa promesse et qu'il nationalise le site afin de permettre à un repreneur d'investir. Nous appelons tous les citoyen-nes à soutenir notre démarche en signant cette pétition et en la diffusant le plus largement possible.

Finances publiques (17) : le personnel agit pour l'emploi

Le 13 décembre, à La Rochelle, une centaine d'agents des Finances Publiques s'est invitée à la séance du Comité Technique devant le Directeur des Finances Publiques de Charente Maritime. Cette séance devait statuer sur 21 suppressions de postes décidées par la direction.

Cette action a permis aux agents d'interpeller le responsable départemental sur les difficultés des services pour assurer les missions, sur les tensions subies avec les usagers par un accueil très souvent défaillant à cause des faibles moyens qui lui sont attribués. Plusieurs exemples ont été donnés au directeur ; à plusieurs reprises, celui-ci affirmait être conscient de certaines difficultés, mais ajoutait que de meilleures organisations sont possibles dans les services. Il confirma les suppressions des trésoreries au 1^{er} janvier, à Aulnay, Château d'Oléron, St Savinien, Cozes, La Tremblade, Tonnay Boutonne. Seule explication : en raison du faible effectif de ces structures de trésoreries rurales, il convient de « délocaliser »... Ceci, au mépris des engagements de la fusion Impôts/Trésor en 2007, quand il était promis un maillage territorial conservé.

Les agents constatent qu'on leur tient un discours opaque et sans prise réelle avec le terrain. Solidaires Finances Publiques, et l'intersyndicale, ont boycotté la séance. Une heure de « non-réponses » répétées suffisait au personnel qui, une fois de plus, constatait que décidément, le changement n'était pas pour maintenant... **Cette action s'inscrit parmi celles organisées à travers toute la France, dans le prolongement du mouvement national de novembre et dans la perspective d'une action plus large, pour toute la Fonction publique, en janvier.**



Gard : initiative unitaire contre le chômage et la précarité

Début octobre 2012, Solidaires 30 fait la proposition, à toutes les forces du mouvement social gardois, d'organiser une manifestation contre le chômage, la précarité, l'exclusion sociale et les licenciements. Ces problématiques sont, en effet, singulièrement en prise avec la réalité gardoise : ce département est un des plus touchés de l'Hexagone avec pas moins de 15 % de chômeurs-euses. Pour Solidaires 30, l'idée est double. Il s'agit, tout d'abord, de rompre la pesanteur d'une trêve sociale décrétée par les bureaucraties syndicales depuis l'avènement du gouvernement Hollande en signifiant que de notre point de vue, le changement (le vrai) ne viendra que de la mobilisation des exploités-eux mêmes. Il s'agit, ensuite, de donner un écho local à la manifestation des chômeurs-euses le 1^{er} décembre à Paris.

De réunion unitaire en réunion unitaire, cette initiative de manifestation prend forme au fil des semaines. La liste des participants s'allonge (CNT, ATTAC, Les Indignés, NPA, Alternatifs, FA, Alternative Libertaire...). Les diffusions de tracts et les collages se multiplient. Nous ciblons ceux-ci devant les agences Pôle Emploi et sur les quartiers populaires (dans la ZUP de Nîmes ou dans certaines communes du bassin minier autour d'Alès le taux de chômage dépasse les 40%).



Samedi 15 décembre, à 14h, nous sommes entre 200 et 300 à parcourir les rues des quartiers les moins favorisés de notre ville. Comme le notera un journaliste du *Midi libre*, nous n'aurons pas atteint notre objectif de mobiliser les jeunes des quartiers populaires. Comme si de simples diffusions de tracts suffisaient à mobiliser les secteurs les plus précarisés de la société. Néanmoins, cette manifestation a eu le mérite d'exister. Elle a donné, en amont, l'occasion à des équipes militantes de différentes organisations de travailler ensemble sur un projet commun.

Cette manifestation aura, aussi, été un vrai pari : faire vivre et construire une initiative boycottée délibérément par les grosses organisations traditionnelles du paysage militant gardois à savoir l'UD CGT et le PC, soit 50 à 70% des cortèges habituels en termes de présence militante dans les manif sur Nîmes ou Alès. Cette donnée est importante : elle nous renforce dans la pertinence de proposer des initiatives autonomes sans dépendre, systématiquement, du calendrier des « décideurs » du mouvement social. D'ores et déjà, nous avons l'intention de poursuivre la mobilisation au-delà de la seule manifestation du 15 décembre. Un Collectif unitaire sera prochainement créé. Différents fronts de luttes seront proposés. La question du droit à un logement digne et des expulsions de locataires sera, probablement, une de nos priorités. La question des plans de licenciements et du **soutien actif aux salarié-es en lutte avec une actualité brûlante sur ce thème dans de nombreuses boîtes gardoises** (Jalatte, Salins du midi entre autres) en sera un autre. Le combat continue...

Radio France : très forte mobilisation dans les radios locales

Pour la deuxième fois en 2012, les journalistes des 43 radios locales de France Bleu ont massivement posé leur micro, le 20 décembre, pour protester contre le plan de redéploiement qui pille les rédactions locales : **77% des journalistes en grève dans le réseau Bleu**, indique le SNJ : plus de 80% de journalistes grévistes à Grenoble, Lille, Mont-de-Marsan, Rennes, Amiens, La Rochelle, 100% à Avignon, Le Mans, Nancy, Orléans, Strasbourg, Guéret, Dijon ou Tours.

- Une grève pour dire à Radio France que l'on ne peut plus continuer de ponctionner les petites équipes rédactionnelles.
- Une grève pour dire que les journalistes de France Bleu ne peuvent plus continuer d'être les correspondant-es de France Info, France Inter et France Culture. Ils et elles n'en peuvent plus de devoir se transformer en photographes et vidéastes, devoir faire du reportage radio et web, tout en continuant à perdre des postes.
- Une grève pour dire que Jean-Luc Hees ne peut pas ouvrir de nouvelles radios en cannibalisant les autres.
- Une grève suivie aujourd'hui également par des animateurs/trices, technicien-nes, chargé-es d'accueil... des radios locales, qui a largement perturbé les programmes de France Bleu.

Le mouvement va s'amplifier si la direction de Radio France refuse de revenir sur son plan de redéploiement interne, ubuesque et dévastateur, pour les rédactions.

Education nationale : initiative unitaire pour le début 2013



Trois organisations syndicales de l'Éducation nationale (CGT Educ'action, SUD Education, Action et Démocratie) publient ce communiqué commun, qui se veut un élément d'une mobilisation à construire pour le début de l'année 2013.

Le Ministère de l'Éducation nationale prétend « refonder » l'école. La réalité en est très éloignée. La programmation budgétaire est en deçà des besoins. Sur de nombreux sujets, les politiques éducatives s'inscrivent dans la continuité de celles de ces dernières années. Sur la question salariale, les rémunérations des personnels seront bloquées pour l'année 2013, alors que les enseignants français sont parmi les plus mal payés d'Europe. Sur les rythmes scolaires, l'enseignement professionnel et l'orientation, ce gouvernement met en place de véritables attaques contre le service public d'éducation et ses personnels. **Il faut une réorientation des politiques scolaires**, les projets du ministère n'étant pas acceptables, ils ne doivent pas être promulgués dans le calendrier prévu : nous demandons leur report et la mise en place d'un processus pour que les personnels puissent enfin y participer réellement. Déjà, des personnels n'acceptent pas ces projets et l'expriment par la mobilisation.

Nous saluons les initiatives qui se sont déroulées dans certaines académies. De même, les convergences intersyndicales dans l'enseignement professionnel et l'orientation témoignent qu'un travail unitaire est possible. Et nous soutiendrons toutes les mobilisations qui seront mises en œuvre le plus unitairement possible par les personnels. Nos organisations syndicales s'engagent à se réunir rapidement au mois de janvier 2013, pour échanger sur l'évolution de la situation dans notre secteur professionnel et nous invitons les autres organisations syndicales de l'Éducation nationale à nous rejoindre dans cette démarche. **La perspective d'une grève unitaire au premier trimestre 2013 apparaît, par ailleurs, à nos organisations comme une nécessité** pour faire avancer les revendications légitimes des personnels.

Du matériel pour les permanences et les tournées Solidaires



Bientôt disponibles à cette adresse :

www.solidaires.org/rubrique377.html

Les 26 premières sont également disponibles en version « papier ».

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/rubrique70.html>